

COMMUNIQUÉ

Pour diffusion immédiate

Élections fédérales 2025 : priorisons notre agriculture et notre foresterie

Longueuil, 27 mars 2025 – L'Union des producteurs agricoles (UPA) demande au prochain gouvernement canadien de prioriser notre agriculture et notre foresterie en défendant bec et ongles la pérennité de nos entreprises, tant sur les marchés nationaux qu'internationaux.

« L'industrie agroalimentaire canadienne est une puissante locomotive économique. Elle est aussi un atout incontestable pour la sécurité alimentaire de nos concitoyens, leur santé et leur mieux-être, la vitalité de nos communautés, le développement dynamique du territoire, la beauté des paysages ainsi que pour l'atteinte d'objectifs environnementaux ambitieux, tant nationaux qu'internationaux », a déclaré le président général de l'UPA, Martin Caron (VIDÉO).

Les quelque 190 000 entreprises agricoles et 8 500 de transformation alimentaire au pays (565 000 emplois), à qui l'on demande de nourrir durablement des millions de consommateurs d'ici et d'ailleurs, sont toutefois confrontées à plusieurs grands défis.

Défendre les intérêts de l'agriculture et de la foresterie

Rappelons que le Canada se classe au huitième rang des plus grands exportateurs de produits agroalimentaires au monde (exportations 2024 : 93 G\$ dans plus de 200 pays, dont près de 58 G\$ (62 %) aux États-Unis).

Le conflit tarifaire déclenché par le nouveau président américain, Donald J. Trump, menace donc directement la pérennité de milliers d'entreprises agricoles et forestières, tout comme ses références répétées au secteur laitier canadien. Rappelons qu'une première révision de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique est prévue en 2026 et que M. Trump promet d'être très combattif lors de celle-ci. Il est donc impératif :

- de prévoir une aide financière directe et spécifique à la réalité des entreprises du secteur agroalimentaire et forestier touchées par le conflit tarifaire (en évitant à tout prix d'accroître leur endettement);
- de garantir l'arrivée sans encombre des travailleurs étrangers temporaires (agriculture et autres secteurs alimentaires);
- de prévoir des allègements administratifs et réglementaires permettant d'atténuer les contrecoups négatifs des tarifs;
- d'entreprendre une promotion exceptionnellement soutenue de l'achat local;
- de défendre l'intégrité du système de la gestion de l'offre dans les ententes commerciales actuelles et futures.

Des enjeux de compétitivité hors du commun

Nos entreprises agricoles sont exceptionnellement performantes sur tous les marchés, tant locaux qu'internationaux. Elles sont toutefois confrontées à des enjeux de compétitivité hors du commun : endettement croissant, rentabilité moindre, fiscalité et réglementation parfois inadaptée, soutien moins élevé que leurs principaux concurrents internationaux, etc.

Les circonstances géopolitiques, la volatilité des marchés, la croissance des coûts de production, la pénurie de main-d'œuvre, les attentes sociétales, les aléas climatiques et la non-actualisation de plusieurs programmes de soutien amplifient grandement ces difficultés. D'où l'importance de soutenir davantage l'adoption de pratiques durables et l'adaptation aux changements climatiques, d'actualiser l'ensemble des programmes de gestion des risques et de mettre à jour le régime fiscal des entreprises agricoles et forestières.

« Notre agriculture est dynamique et fortement branchée sur l'évolution de la demande alimentaire d'ici et d'ailleurs dans le monde. Elle s'attend toutefois, à juste titre, à un appui indéfectible de tous les paliers du gouvernement. L'UPA sera donc très attentive aux propositions de chaque formation politique tout au long de la campagne électorale. Rien n'est plus important que la sécurité alimentaire de nos concitoyens et le développement de nos régions », a conclu Martin Caron.

Des informations détaillées sur les défis du secteur agricole et les demandes de l'UPA [sont disponibles ici](#).

— 30 —

Renseignements :

Kathy Pronovost

Chargée des relations de presse et des réseaux sociaux

media@upa.qc.ca | 579 859-0755